

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.

NE PAS PUBLIER AVANT
18:00 HEURES, SAMEDI LE 14 OCTOBRE 1972

VÉRIFIER AU MOMENT DU DISCOURS



NOTES POUR UNE DÉCLARATION DU
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES
EXTÉRIEURES, M. MITCHELL SHARP,
À LA RÉUNION ANNUELLE D'AUTOMNE
DE LA RÉGION D'ONTARIO DE LA
JEUNE CHAMBRE DE COMMERCE DU CANADA,
TAMO'SHANTER, TORONTO,
LE SAMEDI 14 OCTOBRE 1972

Monsieur le Président,

Je vous parlerai aujourd'hui des relations du Canada avec la Chine. Vous avez proposé vous-mêmes le sujet: j'espère que vous ne m'en voudrez pas de dire que vous avez bien choisi. L'accession de la Chine au rang de puissance mondiale est l'un des faits les plus marquants de l'actualité politique. La reconnaissance par le Canada de la République populaire de Chine, intervenue il y a juste deux ans aujourd'hui, et le rôle joué par notre pays dans l'admission de Pékin au siège de la Chine aux Nations Unies sont parmi les événements les plus importants de la politique étrangère canadienne des deux dernières décennies. Que signifient ces événements pour les Canadiens? Quel sens ont-ils pour vous en tant que citoyens et hommes d'affaires? Que pouvons-nous attendre de ces relations nouvelles avec un gouvernement qui représente un quart de l'humanité? Que devons-nous ne pas escompter? J'ai des idées sur tous ces points, à la suite en partie des impressions que j'ai rapportées d'une visite de dix jours en Chine au mois d'août. Je suis heureux d'avoir cette occasion de partager ces idées avec vous.

D'abord, quelques faits d'histoire: en avril 1949, l'Armée communiste chinoise entra dans Nankin, ancienne capitale du Gouvernement nationaliste, où étaient situées les ambassades des gouvernements étrangers. Se trouvait notamment à Nankin l'ambassade du Canada, notre pays ayant reconnu le Gouvernement nationaliste. L'occupation de la ville symbolisait donc la fin des anciennes relations du Canada avec la Chine. Ces relations devaient rester brisées durant plus de vingt ans. Elles ne furent rétablies que le 13 octobre 1970, lorsque se nouèrent des relations diplomatiques entre le Canada et la République populaire de Chine.

Pendant cet intervalle de vingt ans, les relations du Canada avec la Chine furent, pour dire le mieux, inexistantes et, en mettant les choses au pire, dangereusement mauvaises. Il était clair dès le commencement que le Gouvernement de Pékin avait effectivement la haute main sur son territoire et son peuple. Autrement dit, il répondait à certaines des normes classiques de la reconnaissance des Etats. Les gouvernements qui se sont succédé au Canada de 1949 à 1968 ont donc examiné la possibilité d'entrer en relations officielles, mais pendant des années, il y eut, à ce faire, d'énormes obstacles.

Peu après l'établissement de la République populaire de Chine, les deux pays se trouvèrent en cause, l'un en face de l'autre, dans la guerre de Corée. Il fut donc impossible à tout gouvernement canadien d'envisager l'établissement de relations avec Pékin tant pendant les hostilités coréennes que dans l'atmosphère d'amertume qui s'ensuivit.

Au cours des années suivantes, toutefois, des porte-parole du Gouvernement canadien formulaient des hypothèses en public, aux Nations Unies et ailleurs, sur la manière d'établir des contacts avec la République populaire de Chine à des conditions qui soient acceptables non seulement pour les Chinois mais aussi pour l'ensemble de la communauté internationale. Le coeur du problème était le fait que le Gouvernement de Taïpeh et le Gouvernement de Pékin prétendaient tous les deux être le seul gouvernement légitime de la Chine. Toute formule d'entrée en relations avec le Gouvernement de Pékin devait trancher avec succès le dilemme posé par ces deux prétentions contraires.

Pendant des années, aucune formule de ce genre ne put être trouvée. Dans l'intervalle, les gouvernements canadiens se sont efforcés de ne pas se compliquer davantage le problème. Entre 1949 et 1968, la représentation canadienne officielle à l'étranger a doublé, mais aucune ambassade du Canada ne fut ouverte à Taïpeh. En 1966, au lieu de voter contre la résolution annuelle proposée par l'Albanie aux Nations Unies, résolution qui aurait accordé le siège de la Chine à Pékin et en aurait chassé Taïpeh, le Canada s'est mis dans une position d'abstention. En prenant ce genre de décision, on espérait toutefois qu'il serait possible un jour pour le Canada de reconnaître Pékin.

Le premier ministre a décidé en 1968 que le moment était venu. Au cours de sa campagne d'élection en mai de cette année-là, M. Trudeau a déclaré que son gouvernement chercherait à reconnaître la République populaire de Chine le plus tôt possible et appuierait le droit de ce gouvernement à occuper le siège de la Chine aux Nations Unies.

Combien rapidement changent les choses! Lorsque le gouvernement nouvellement élu entreprit une étude de la politique chinoise de notre pays, des doutes furent exprimés de certains côtés. On nous a demandé pourquoi un changement était nécessaire. Ces questions semblent aujourd'hui inconcevables. Les événements ont montré à quel point la démarche canadienne venait à un bon moment. A cet égard, nous avons prévu la marche de l'histoire beaucoup mieux que certains de nos amis. Nous avons dit alors que le Canada devait agir conformément aux réalités de la vie internationale. Le Gouvernement de Pékin était le gouvernement réel de la Chine. Il l'était depuis près de 20 ans. Comment aurions-nous pu continuer à ignorer ce fait? Cela semble maintenant évident. Cela l'était moins aux yeux de beaucoup de gens il y a quatre ans. Mais suivant l'exemple du Canada et généralement pour les mêmes raisons, près de 30 nations ont depuis établi des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine. Dans quelle mesure le Canada peut-il s'estimer être à l'origine de cette évolution? Je ne saurais le dire. Les Chinois sont convaincus de l'influence exercée par notre pays à cet égard. J'ai l'assurance, en tout cas, que le Gouvernement a pris la bonne décision au bon moment.

Nous avons donc décidé de négocier avec les Chinois au sujet de la reconnaissance. L'énigme qui se posait alors pour beaucoup de personnes était celle-ci: pourquoi les choses duraient-elles si longtemps? Les conversations sino-canadiennes sur la reconnaissance ont duré vingt mois, et la raison n'est guère entourée de secret. Le problème était en effet Taïwan. Dès la première réunion tenue à Stockholm en février 1969, les Chinois ont exprimé clairement l'opinion que Taïwan constituait pour eux une partie inaliénable du territoire de la Chine. C'était un principe auquel le Gouvernement chinois attachait la plus haute importance. De notre côté, nous avons aussi bien affirmé la position canadienne dès le début: le Gouvernement canadien n'approuvait ni ne contestait la position du Gouvernement chinois sur le statut de Taïwan. Cela demeure aujourd'hui l'attitude du Canada.

Après de longues discussions, les deux parties aux négociations se sont mises d'accord sur le texte d'un communiqué. Au sujet du statut de Taïwan, le communiqué disait simplement: "le Gouvernement canadien prend note de cette position du Gouvernement chinois". Cette formule, ou quelque chose d'analogue, a été employée ces deux dernières années par la plupart des pays qui ont suivi le Canada dans l'établissement de relations avec Pékin. Le communiqué sino-canadien du 13 octobre 1970 a été la première mondiale d'un événement qui s'est répété de nombreuses fois depuis. La formule que nous avons mise au point avec les Chinois est entrée dans le jargon des spécialistes sous le nom de "formule canadienne". Comme tant d'autres choses importantes, tout a paru très simple une fois la formule mise au point. Souvenons-nous toutefois que l'élaboration de cette simple solution a pris près de deux ans de travail.

J'ai eu la fierté d'annoncer à la Chambre des communes que le Canada avait reconnu la République populaire de Chine. Ce fut un moment historique, consacrant la prise d'une décision importante dans la ligne de notre nouvelle politique étrangère révisée.

J'étais cependant très conscient du fait que nous n'étions qu'à la première étape de nos relations avec la Chine. Il y avait eu, il est vrai, même entre 1949 et 1970, des contacts dans divers domaines en dépit de l'absence de relations officielles. Les ventes de blé avaient déjà donné une certaine importance à nos relations commerciales avec la Chine. Les échanges commerciaux mis à part, quelques Canadiens s'étaient rendus en Chine ces années-là, avaient constaté pour eux-mêmes le phénomène chinois et étaient entrés en contact avec le peuple. La chose avait été possible, même en l'absence de toutes relations diplomatiques, parce que le Gouvernement canadien, contrairement aux mesures prises par d'autres gouvernements, n'avait jamais imposé de restrictions concernant les voyages de ses citoyens en Chine. Mais si importants qu'ils aient pu être, à titre individuel, pour les Canadiens en cause, ces contacts sont demeurés très limités.

Au moment de la reconnaissance, il restait de fait au Canada une grande mesure d'ignorance et de fausses conceptions au sujet de la Chine. Le Chinois moyen ne savait pas grand chose non plus sur le Canada. Les deux pays avaient poursuivi leur chemin à part pendant vingt ans sans contacts officiels. J'ai été profondément conscient de la nécessité de favoriser la

compréhension mutuelle à l'occasion de la reconnaissance. Les diplomates et les experts commerciaux canadiens se mirent immédiatement au travail. L'ambassade du Canada à Pékin a été établie dans l'espace de quelques mois. M. Ralph Collins, premier ambassadeur du Canada en République populaire de Chine, a assumé ses fonctions en juin 1971. Des diplomates chinois arrivèrent à Ottawa en février 1971. Le premier ambassadeur de la République populaire de Chine au Canada, M. Huang Hua, qui est maintenant le représentant permanent de son pays aux Nations Unies, présentait ses lettres de créance à Ottawa en juillet de la même année. Nous étions en bonne voie, d'un côté comme de l'autre, d'apprendre à nous connaître officiellement.

Il restait un énorme écart à combler. Nous étions deux des plus grands pays du monde, séparés par le plus vaste océan du monde. L'idéologie était venue élargir l'écart constitué par les réalités géographiques. Mais nous devons inévitablement entrer de plus en plus en contact. Le Canada voulait ces relations dans son propre intérêt et pour le bien de l'ensemble de la communauté internationale. La Chine, pour sa part, était prête de toute évidence à regarder davantage vers l'extérieur et à jouer un rôle plus actif sur la scène internationale. Les domaines susceptibles de fournir aux deux pays les avantages de contacts plus étendus devaient être identifiés et soigneusement étudiés.

Une autre étape décisive fut franchie au cours de l'été 1971 lorsque mon collègue le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Jean-Luc Pépin, se rendit avec une importante délégation de hauts fonctionnaires et d'hommes d'affaires canadiens en République populaire de Chine. Cette mission, la première mission du Gouvernement canadien à visiter la Chine, cherchait à établir d'étroits contacts avec les ministres chinois, avec les personnalités du gouvernement et des affaires dans tous les secteurs de l'activité économique et commerciale. Cet objectif a été entièrement atteint. Pendant les trois journées de travail du groupe canadien à Pékin, il n'y eut pas moins de vingt-cinq rencontres officielles distinctes avec les représentants de chacune des sept sociétés commerciales d'Etat qui s'occupent du commerce d'exportation et d'importation de la Chine, avec la Banque populaire de Chine et avec le Conseil chinois de promotion du commerce international.

Grâce à des contacts directs avec les ministères économiques et avec les sociétés de commerce avec l'étranger, les membres de la mission Pépin ont pu faire connaître en détail aux Chinois la nature, la diversité et les perfectionnements techniques des nombreux produits que le Canada pouvait fournir au marché de la Chine. Tout cela était nouveau pour les Chinois. On a aussi exploré en profondeur les domaines dans lesquels la Chine pourrait augmenter ses exportations vers le Canada au grand avantage des deux pays.

La première mission a rapidement conduit à des résultats. Nous avons décidé avec les Chinois d'échanger des missions dans des domaines offrant un intérêt commercial particulier pour nos deux pays, d'organiser des expositions commerciales et de tenir des consultations périodiques sur toutes questions se rattachant au commerce. Au cours de cette mission, le ministre des Affaires étrangères, Pai Hsiang-Kuo a accepté une invitation de venir au Canada avec une délégation chinoise commerciale. Du point de vue canadien, l'une des réalisations les plus importantes du séjour de M. Pépin a été le fait que la Chine acceptait d'envisager le Canada en premier lieu comme fournisseur de blé. Les cultivateurs et les hommes d'affaires canadiens pouvaient certes être satisfaits de l'excellent départ pris par nos relations commerciales officielles.

Les faits politiques furent tout aussi importants. A l'Assemblée générale des Nations Unies, à l'automne 1971, le Canada a appuyé la résolution qui demandait le rétablissement des droits de la République populaire de Chine au siège de la Chine aux Nations Unies. La position du Canada était non seulement une conséquence logique de notre décision antérieure d'établir des relations diplomatiques; elle était aussi conforme au désir de la grande majorité des pays représentés aux Nations Unies, en dépit des divergences qui se manifestaient avec certains de nos alliés et amis. Le Canada s'est donc joint avec plaisir aux autres membres pour souhaiter la bienvenue, l'an dernier, aux représentants de la Chine aux Nations Unies. Depuis lors, au siège de l'Organisation mondiale à New York, à d'autres institutions et conférences internationales, ainsi qu'à Pékin et à Ottawa, les représentants du Canada et de la Chine se sont consultés utilement sur les questions les plus variées, depuis le problème de la pollution jusqu'au contrôle des armements. Nous ne sommes pas toujours d'accord avec les Chinois. Nos points de vue ont même été diamétralement opposés à nombre de reprises. Même lorsque nous étions en désaccord, nous avons pu tenir des discussions franches, voire passionnées. Nous n'avons pas eu à masquer nos divergences ou à les contourner. Nous n'avons pas eu à prétendre qu'elles n'existaient pas ou que nous pouvions les ignorer. Nous ne sommes pas surpris de nos divergences, qui n'enlèvent rien à l'utilité de nos rencontres et de nos échanges de vues. Le Canada a lui-même maintenu qu'il était sot et dangereux d'exclure un quart de l'humanité des assemblées du monde, que nous approuvions ou non ce que disait son gouvernement. La franchise du dialogue tenu avec les Chinois est une vertu en elle-même. Nous ne devons pas être découragés de le poursuivre, en craignant à tort que nos fréquentes divergences aggravent éventuellement les choses. Il vaut mieux se parler que se battre. Les Chinois sont aussi conscients que nous de cette nécessité.

C'est dans cet esprit que je suis récemment allé en République populaire de Chine. J'avais un double objectif: avoir des entretiens sur des questions bilatérales et multilatérales avec les leaders chinois, et inaugurer notre exposition commerciale à Pékin. Cette exposition était la plus grande que le Canada ait jamais tenu à l'étranger, et j'ai voulu souligner l'importance que le Gouvernement y attachait. Ce fut, comme vous le savez, un succès éclatant: on a vendu pour 28 millions de dollars de marchandises canadiennes. Des contacts directs se sont établis entre hommes

d'affaires canadiens et représentants des sociétés commerciales chinoises, contacts dont ne manqueront pas de résulter d'autres ventes.

Par une heureuse coïncidence, le ministre du Commerce extérieur de Chine Pai Hsiang-kuo est arrivé au Canada pour une visite de 10 jours juste au moment où j'entrais en Chine. Pendant son séjour, il a visité un bon nombre d'établissements industriels et a pu constater la grande diversité des moyens techniques canadiens. Le ministre Pai a inauguré le pavillon chinois à l'Exposition nationale canadienne ici à Toronto. Vous savez tous quel succès remarquable a eu cette exposition. Le ministre du Commerce chinois a également rencontré des représentants de toutes les sphères du monde canadien des affaires et du commerce. Je suis revenu de son pays avec la conviction qu'une étape de plus avait été franchie dans la compréhension de la Chine, de son peuple, de son mode de vie, de sa place dans le monde et de ce qu'elle attend de ses contacts avec d'autres pays. Je suis sûr que le ministre Pai Hsiang-kuo a rapporté les mêmes impressions de sa visite au Canada.

Mais ce qui m'a le plus frappé au cours de mes entretiens avec le Premier ministre Chou En-lai, avec le ministre des Affaires étrangères, M. Chi Peng-fei, et avec d'autres hauts fonctionnaires des Affaires étrangères chinoises, c'est l'aisance et la simplicité avec lesquelles nous avons pu aborder des sujets passablement délicats. J'avais dès le départ pris la résolution d'être franc et ouvert avec les Chinois. J'estimais que, pour que le dialogue soit fructueux, nous devons de part et d'autre exprimer nos opinions clairement et avoir l'occasion de les discuter. C'est exactement ce qui s'est produit; les Chinois se sont en effet montrés étonnamment francs dans les observations qu'ils m'ont confiées sur les questions internationales et sur les relations sino-canadiennes.

Heureusement, nos relations bilatérales ne soulèvent aucun problème sérieux. Elles progressent rapidement et harmonieusement. Nous éliminons progressivement les barrières qui existent depuis près d'une génération entre la République populaire de Chine et le Canada. J'espère que nous continuerons en ce sens; nous souhaitons multiplier les voyages et accélérer les échanges d'idées. Nous n'en sommes pas encore au jour où les Canadiens pourront visiter la Chine comme ils se rendent aux Etats-Unis ou en Europe. Pour le moment, les Chinois ne souhaitent ni ne peuvent faire face au tourisme de masse. Cela est compréhensible. Ils entretiennent des relations diplomatiques avec quelque 70 pays. Des hommes de tous ces pays, ainsi que d'autres pays qui n'ont pas de relations diplomatiques avec la Chine, désirent se rendre en Chine. Les moyens dont dispose la Chine pour les accueillir ne sont pas encore suffisants. Par conséquent, les autorités chinoises doivent s'astreindre à un choix lorsqu'elles accordent des visas. Elles le font suivant leurs propres priorités. De plus en plus d'étrangers pourront se rendre en Chine. Entre-temps, les Canadiens n'ont pas lieu de se plaindre: en août dernier, plus de 600 visas ont été délivrés à des hommes d'affaires, à des fonctionnaires et à des athlètes canadiens.

Au cours de mon séjour, nous avons discuté la possibilité de multiplier les échanges dans les domaines de l'éducation, des arts, des sports, de la médecine, des sciences et de la technologie. Un certain nombre d'échanges importants ont été prévus. Une mission d'experts en matière de pétrole vient tout juste de terminer ce qui semble être une très fructueuse tournée de trois semaines au Canada. Ce périple aura permis aux Chinois de bien saisir les possibilités de notre technologie et notre compétence en ce domaine. En novembre, nous accueillerons une délégation de médecins et une autre délégation de scientifiques chinois. Des négociations en cours visent à faire venir au Canada très bientôt un groupe d'acrobates chinois. Je les ai vus à l'oeuvre à Pékin. Je vous promets qu'ils feront fureur chez nous. Du côté canadien, une mission sur les mines et la métallurgie a mis au point un projet de visite en Chine.

Il va de soi que tous ces échanges seront facilités par l'établissement d'un service aérien direct entre le Canada et la Chine. Une délégation chinoise a passé la semaine à Ottawa afin de poursuivre la deuxième ronde des négociations devant aboutir à un accord aérien bilatéral.

Je suis heureux d'annoncer que l'accord a été signé hier. Les services aériens entre le Canada et la Chine débiteront vraisemblablement au début de 1973.

Il y aurait peut-être lieu de mentionner ici un aspect de nos relations avec la Chine, à savoir, l'occasion que j'ai saisie lors de mes entretiens avec les dirigeants chinois, d'insister auprès d'eux afin qu'ils répondent favorablement aux demandes des Canadiens d'origine chinoise qui veulent faire immigrer au Canada leurs proches parents demeurés en Chine.

Bref, mes entretiens ont embrassé presque tous les aspects des relations sino-canadiennes. Nous avons expliqué nos positions respectives, nous avons créé de nouvelles possibilités en vue d'échanges d'idées et de voyages et, à en juger d'après les résultats déjà obtenus, nous avons relancé les contacts entre Canadiens et Chinois.

Quant aux questions internationales, évidemment, nous divergions d'opinion sur de nombreux sujets. Nous avons des attitudes entièrement différentes quant au désarmement. Les Chinois souhaitent poursuivre leurs essais nucléaires, tandis que nous voulons voir cesser tous les essais de cette nature. Ils semblent moins inquiets que nous quant à la prolifération des armes nucléaires. Nous voulons que le Bangla-Desh soit admis aux Nations Unies dès maintenant, tandis qu'ils y posent certaines conditions. Et ainsi de suite. Je suis cependant revenu de mes rencontres en Chine comprenant mieux pourquoi les Chinois défendent les opinions qu'ils ont adoptées dans les affaires internationales. Autre chose de lire ce qui s'est écrit au sujet de la rupture sino-soviétique, par exemple, autre chose d'écouter les dirigeants chinois évoquer les événements qui y ont conduit, de leur point de vue, et de sentir à quel point les divergences qui séparent la Chine et l'Union soviétique influent sur les politiques chinoises à l'égard de nombreuses questions.

Pour ma part, j'ai essayé de dire à ceux que j'ai rencontrés non seulement ce qui constitue la politique du Canada relativement aux questions internationales, mais aussi quels sont les facteurs géographiques, historiques, humains et économiques qui façonnent notre politique étrangère. J'ai expliqué comment nous percevons le monde et le rôle que nous y jouons et j'ai particulièrement insisté sur notre politique visant à vivre, distincts, mais en harmonie, avec notre puissant voisin du sud. Je suis convaincu que, grâce aux entretiens officiels et non officiels ainsi qu'aux nombreux contacts établis par les Canadiens qui se sont rendus en Chine l'été dernier, les Chinois en savent beaucoup plus sur nous, sur ce que nous pensons ainsi que sur ce que nous fabriquons et vendons.

En tout, j'ai passé dix jours en Chine. On ne devient pas, en aussi peu de temps, expert sur un pays comme la Chine. Toutefois, certains aspects du pays lui-même frappent inévitablement le voyageur. La première chose qui étonne toute personne qui parcourt le pays comme je l'ai fait, par air, par rail, par route et par voie d'eau, sans compter une centaine de mètres à bicyclette, c'est que la Chine constitue d'abord et avant tout une société agraire. Tous les fonctionnaires chinois avec qui je me suis entretenu insistaient toujours sur ce point. Ils ont tous placé l'agriculture au premier rang de leurs priorités; en deuxième lieu venait l'industrie et en troisième, l'industrie lourde. Cette insistance sur l'agriculture, sur la production de denrées alimentaires, est partout présente. D'autres l'auront dit avant moi, mais maintenant je puis l'affirmer d'après mes propres constatations: la Chine est un jardin. Il n'y existe pas un seul pouce carré de sol arable qui n'y soit cultivé. Je garde de la Chine le souvenir de gens dans les champs qui travaillent, plantent, récoltent, qui sarclent, engraisent et irriguent, et qui utilisent au mieux leur sol natal. Les réalisations des Chinois dans les campagnes sont étonnantes. L'agriculture chinoise n'est pas encore mécanisée, du moins non pas d'après les normes canadiennes. Les Chinois sont toutefois conscients du besoin de simplifier certaines tâches et de les confier aux machines. On introduit graduellement l'utilisation de tracteurs, d'instruments et de machines aratoires plus perfectionnés. Cependant, la plupart de ces instruments et machines, ont été fabriqués en République populaire de Chine.

Cela s'explique par le fait que les Chinois sont résolus à devenir et à demeurer autonomes. La Chine n'entend pas dépendre, économiquement ni politiquement, d'autres pays. Cette décision influe sur les relations politiques, mais plus encore sur les relations commerciales entre le Canada et la Chine; nous réussirons à commercer avec la Chine à la seule condition de bien comprendre cet état de chose. L'autonomie et les échanges commerciaux ne s'excluent pas nécessairement. Au fur et à mesure que s'élèvera le niveau de vie en Chine, que la Chine deviendra davantage en mesure de répondre à ses propres besoins, sa capacité d'importer augmentera. Il est évident que le Gouvernement chinois ne décidera pas de ses importations au gré du hasard pas plus qu'il ne le fait maintenant. Les importations seront planifiées, et elles le seront dans le but d'assurer l'autonomie de la Chine. Si je pouvais faire retenir à mon auditoire une seule idée, je voudrais que ce soit celle-ci: la Chine souhaite se doter des moyens de subvenir à ses propres besoins. Si nous pouvons l'y aider, alors nous aurons réussi.

La troisième impression très forte que j'ai retenue, c'est que la Chine est résolue à se tailler une place dans le monde, une place qui corresponde à sa taille et à son importance. Néanmoins, ses dirigeants nient tout désir d'assumer le rôle de superpuissance. Les Chinois insistent sur ce point: ils affirment qu'ils ne sont pas maintenant, et qu'ils ne seront jamais, une superpuissance. Mais comment mesurer la puissance? Superpuissance ou pas, la Chine est un grand pays. Les Chinois influent déjà grandement sur le cours des événements dans le monde. Ils continueront certainement de le faire.

Le Canada a fait des progrès remarquables dans ses relations avec la République populaire de Chine au cours des deux dernières années. Je crois que la perspective d'échanges plus poussés de produits, de services et d'idées et la multiplication des voyages est excellente. Nous pouvons continuer à construire sur les fondements que nous avons posés parce que les dirigeants et le peuple chinois tiennent le Canada en haute estime. Il est évident que des différences profondes et frappantes marquent nos systèmes sociaux et politiques. Toutefois, les Chinois ont confiance dans les nouvelles relations qu'ils ont établies avec nous. Cette base de confiance et de respect mutuel permettra à nos deux pays d'intensifier non seulement leurs échanges commerciaux, mais aussi tous les liens qui forment la trame d'un ordre international civilisé.